

ORIENTATIONS DU RESEAU RITIMO A MOYEN TERME (2016-2020)

version 10 octobre 2015 provisoire

Rappel du parcours du texte :

5 mai 2015	Envoi aux membres d'une première version du texte pour réaction
6 juin 2015	Séance d'appropriation et de discussion du texte en Assemblée Générale, récolte des propositions d'amélioration
10 octobre 2015	Adoption par le Conseil d'administration d'une nouvelle version (cette version) après discussions sur les propositions issues de l'AG de juin
→ 22 octobre 2015	Envoi du texte aux membres pour des propositions d'amendement
15 décembre 2015	Retour des propositions d'amendement
23 janvier 2016	Vote sur les amendements et validation du texte pendant l'Assemblée générale

L'union d'associations Ritimo a été créée en 1985. Elle est issue du milieu des ONG, avec deux particularités :

- elle fonctionne en réseau, entre des associations avec un fort ancrage territorial en France
- elle porte un regard distancié sur les actions et les acteurs de la solidarité internationale.

Le réseau Ritimo se compose aujourd'hui de 47 associations membres et de 46 organismes relais d'informations. Sa mission statutaire est de mettre à disposition de tous les citoyens une information et de la documentation sur le développement durable et la solidarité internationale.

Ritimo considère que la transition vers des sociétés justes et durables est une nécessité, qui exige la réduction des inégalités sociales et économiques dans le monde, ainsi que l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux. Ritimo prévoit dans sa charte (2005) de faire « *de la mobilisation citoyenne pour la solidarité internationale et pour un autre monde l'objectif fondamental (du) réseau (...)* convaincu que chacun(e), en France, en Europe et dans le monde, peut participer à son niveau, individuellement et collectivement, à ce processus. »

Cette note d'orientation décrit les stratégies à mettre en œuvre à moyen terme pour que le réseau Ritimo continue d'avancer vers cet objectif en prenant en compte les évolutions de contexte.

I- Contexte et défis majeurs qui se présentent à Ritimo

I.1- Le narratif internationaliste et solidaire a besoin d'être renouvelé

Depuis les années 1980, des évolutions du contexte, structurelles et pourtant très rapides, impactent le secteur du développement et de la solidarité internationale : diffusion planétaire d'un mode de développement fondé sur la dérégulation et sur la financiarisation de l'économie, accroissement des inégalités y compris au sein des pays dits riches, pressions multiples sur les ressources naturelles non renouvelables, accélération et multiplication de dégradations parfois irréversibles de l'environnement, multi-polarisation du monde et changements géopolitiques profonds, augmentation des facteurs de conflits (accès à l'eau et aux ressources énergétiques, climat, replis identitaires ou religieux...).

Ces évolutions interpellent la plupart des références implicites sur lesquelles les acteurs de la solidarité internationale, issus des mouvements tiers-mondistes puis altermondialistes pour certains, avaient fondé leur projet associatif et leur logique d'intervention.

Ainsi, la solidarité internationale, depuis la mondialisation puis la crise en Europe, ne peut plus fonder sa légitimité sur la seule grille de lecture Nord-Sud / pays riches - pays pauvres / colonisateurs - colonisés et sur les logiques compensatrices qui découlent de cette compréhension du monde, même si les conséquences de la domination coloniale et des luttes de libération sont toujours présentes et impactent la conscience politique et sociale de plusieurs générations. Elle doit intégrer le droit à des conditions de vie dignes pour toutes et tous, partout, et donc également la nécessité de la solidarité de proximité. Si la solidarité internationale reste indispensable à un idéal de progrès planétaire, elle doit être dorénavant vue comme la dimension internationale de la solidarité, et non plus comme un champ d'action particulier et autonome.

De plus, la perception et la compréhension de la crise écologique rendent moins évidente l'approche par la redistribution du produit de la croissance, qui pourtant reste encore mise en avant dans la revendication pour un monde meilleur et comme mode opératoire principal de l'action de solidarité internationale. Il faut conserver l'exigence de justice que sous-tend cette approche, mais il faut lui intégrer la raréfaction des ressources et la lutte contre les dégradations de l'environnement auxquelles conduit le modèle productiviste.

Résoudre cette contradiction est important, à l'heure où l'urgence écologique s'impose et devient un fort vecteur de conscientisation et d'engagement citoyen. Il n'est plus possible de défendre la justice sociale au détriment de la préservation des conditions de la vie sur Terre, et il n'est pas acceptable de prôner l'inverse. L'engagement pour un monde juste et durable se base sur la défense des victimes de toutes les injustices qu'elles soient sociales, économiques et écologiques, sur la détermination des responsabilités politiques et économiques et sur le caractère systémique des causes communes aux crises en cours.

Plus généralement, les standards politiques et moraux issus de l'après seconde guerre mondiale sur lesquels se fondait tout le narratif progressiste (droits de l'Homme, anti-racisme, État providence, protection sociale, paix, décolonisation et indépendances...), sont moins facilement partagés aujourd'hui. Leur affirmation n'est plus suffisante contre les tentations politiques autoritaires, excluantes et coercitives qui sont de plus en plus jugées crédibles par les électeurs pour faire face aux crises. Les réactions négatives aux principes du vivre-ensemble et de l'égalitarisme sont de plus en plus fortes, favorisées par les filtres d'un système médiatique qui parle de la sécurité sociale comme d'un déficit, de la migration comme d'une invasion, de la vente d'avions de chasse comme d'une réussite économique. Dans un tel contexte, l'injonction morale est une réponse insuffisante, voire contre-productive.

Les standards progressistes doivent être réactualisés au niveau des concepts (transitions, biens communs, « care », liberté de circulation et droit à la mobilité...). Ils doivent aussi être expérimentés et mis en valeur concrètement, par l'interpellation des politiques, comme dans les projets mis en œuvre par la société civile. Ils doivent enfin être transmis avec des pédagogies adaptées.

C'est tout le narratif internationaliste et solidaire qui doit être renouvelé et c'est un immense défi posé à tous les acteurs de la solidarité transformatrice dont Ritimo fait partie.

I-2. La participation et l'engagement citoyen questionnent la démocratie représentative et le modèle associatif

La perception de la nécessité du changement est de plus en plus palpable au sein d'une part importante de l'opinion publique. Mais elle coexiste avec le découragement quant à la possibilité de voir mises en œuvre des solutions efficaces et à la bonne échelle. Le désenchantement d'une partie croissante des citoyens vis-à-vis de la démocratie représentative est important. Les carences de l'État et l'incapacité du marché à garantir les droits sociaux et l'hospitalité de la planète, font que ce sont parmi les initiatives citoyennes que se trouvent les vecteurs d'innovations, les alternatives, les réflexions les plus fécondes pour la transition.

Mais se pose la question du support de ces initiatives. Car plusieurs facteurs fragilisent le modèle associatif. La crise et la précarisation des statuts professionnels fait que le couplage situation stable / bénévolat n'est plus possible dans les mêmes conditions qu'il y a vingt ou trente ans. L'individualisation, les performances des outils de mobilité et de communication, font que les modalités habituelles de fonctionnement associatif (réunions régulières, statuts, instances, discipline collective, engagement de long terme) ne sont pas adaptées au mode de socialisation des générations actuelles, ni aux possibilités de gagner leur vie qui leur sont accessibles. De plus, le recours à des professionnels salariés n'est pas sans conséquences sur le rôle des bénévoles au sein des associations.

La professionnalisation de certaines associations, mais aussi le développement de l'économie sociale et solidaire, des coopératives, voire des PME qui ont une éthique réelle, peuvent, dans une certaine mesure, apporter des réponses à la contradiction entre vivre de son activité économique et participer à l'intérêt général. Mais cela questionne la notion de gestion désintéressée, qui définit juridiquement le fait associatif en France. Et cela ne met pas ces acteurs à l'abri de contraintes concurrentielles potentiellement fortes.

En effet, l'affaiblissement des subventions publiques pour soutenir l'initiative associative et leur remplacement par des appels d'offre, la concurrence du social business de grands groupes, l'effet de la crise sur les donateurs individuels dont les capacités sont limitées, tendent à reproduire l'insécurité économique du modèle de marché pour ces acteurs également, alors que ceux qui restent sur le modèle bénévole peinent à exister au-delà d'un cercle restreint.

Le renouvellement des forces vives de ces regroupements de citoyens engagés passe donc par un renouvellement de leurs formes de gouvernance, dont certaines n'ont pas encore été inventées, et de leur viabilité économique notamment dans les circuits de proximité et les initiatives d'autogestion territoriale. Il doit nécessairement intégrer une forte capacité à s'allier et à inventer des processus coopératifs qui permettent d'expérimenter et de travailler sur le moyen terme sans obligation systématique de résultat ou de rentabilité.

I.3. La place de l'information dans la société est centrale

La révolution numérique qui est intervenue depuis les années 2000 a renforcé la possibilité de mettre l'information en partage, idée sur laquelle s'est fondé Ritimo. Pour les acteurs associatifs, détenteurs de valeurs et de projets pour la société, elle a ouvert des possibilités, inconnues jusqu'ici, de diffusion de savoir et de partage de connaissances. Mais elle n'est pas à l'abri du contexte dans lequel elle se développe. Comme le disait le sociologue Dominique Cardon lors de la rencontre entre associations, collectifs, citoyen-ne-s engagé-es et/ou spécialistes de l'Internet organisée par Ritimo en novembre 2013 *"Internet constitue une opportunité démocratique. Il doit aujourd'hui négocier le virage de la massification sans changer de nature, c'est-à-dire évoluer sans perdre ses qualités créatives et ses principes égalitaires initiaux"*.

Considérer l'information comme un bien commun immatériel (partageable et gouvernable par la participation) ne va pas de soi pour autant. L'exclusivité de la détention d'une information constitue un pouvoir et sa marchandisation une source de revenus. La marchandisation de l'information, des outils de sa production et de sa diffusion sont un obstacle majeur à la démocratisation de la communication. La logique des grands groupes de médias et des logiciels propriétaires est la même - la rentabilité financière - et elle va à l'encontre de l'idée de la libre circulation des savoirs et de la connaissance. Dans le contexte actuel, la logique marchande des grands groupes du numérique rencontre la logique sécuritaire des États, et aboutit à une alliance pour la récolte de données et le contrôle a priori de la vie privée.

En parallèle, l'arrivée de la communication numérique, qui permet de s'informer de manière individuelle et à la carte, modifie en partie les enjeux de pouvoir sur l'information et questionne la place des médias dans sa construction. La loi de proximité et le mort-kilomètre régissent le fonctionnement des grands médias et réduisent la diversité des points de vue et des sujets. Elles s'appliquent sous une forme différente aux modes de consommation de l'information par Internet, en permettant de choisir ses sources par affinité. La rumeur dispose d'outils de propagation à la puissance inédite, ce qui peut nourrir la confusion entre vrai et faux, entre factuel et croyance.

Pourtant, les révolutions arabes démarrées en décembre 2010, ou plus récemment les mobilisations sur les places d'Espagne, témoignent du rôle possible des réseaux sociaux comme leviers des mobilisations au service de projets politiques ouverts. Les médias libres, y compris l'activisme sur les réseaux sociaux, jouent également un rôle capital pour diffuser des informations recueillies directement sur le terrain, et les rendre accessibles au plus grand nombre, en veillant à conserver une distanciation et une éthique dans leur rôle de transmission et de médiation.

L'accès des citoyens à la communication et à l'information est fondamental pour la démocratie. Il exige une compréhension des enjeux et des mécanismes et passe par une appropriation technologique, par chacune et chacun, des moyens de communiquer et de s'informer.

II- Les évolutions stratégiques actuellement à l'oeuvre dans Ritimo

Les évolutions de contexte décrites ci-dessus ont des répercussions directes sur l'appréhension du rôle de Ritimo vis-à-vis des publics qu'il cherche à atteindre et de ce qu'il compte leur apporter. La vision partagée de ce que sont l'éducation et la mobilisation citoyenne prend petit à petit également en compte ces évolutions de contexte et s'élargit en conséquence, pour dépasser la notion d'éducation au développement et à la solidarité internationale, principale référence lors de la création

de Ritimo. Cette évolution repose sur quelques constats fondamentaux :

Les acteurs et les citoyens engagés collectivement restent les meilleurs facteurs de changement, où que ce soit dans le monde. Ce sont pourtant eux qui ont le moins de pouvoir d'agir ou du moins, une moindre conscience de ce pouvoir. Participer à renforcer ce pouvoir et cette conscience est utile au changement et nécessaire pour les transitions.

Les personnes et les organisations peuvent se sentir a priori plus ou moins concernées par la nécessité du changement et plus ou moins conscientes de leur rôle dans ce changement. La diversité des motivations et des modes opératoires pour entrer dans la citoyenneté active en faveur d'un monde juste et durable est une richesse, alors même qu'elle oblige à adapter les pédagogies, les discours et les approches. Toutes les démarches personnelles et collectives peuvent être accompagnées dès lors qu'elles visent un monde meilleur.

Le partage de l'information et des connaissances est central pour renforcer et élargir un mouvement d'action citoyenne en faveur d'un monde juste et durable. La solidarité internationale et l'échange doivent donc s'exercer également dans le domaine de l'information, sur les données, les savoirs et les idées.

Partant de ces constats, Ritimo s'est attaché à répondre aux attentes des publics préalablement conscientisés pour les appuyer dans leurs démarches, les alimenter en informations et en ressources documentaires approfondies, pertinentes, plurielles. Le réseau vise également à aider les publics peu concernés à prendre conscience de leur pouvoir d'action et de leur capacité de participer au changement.

Pour couvrir ces deux prétentions et tenir un rôle de médiateur entre l'information et l'action, les pédagogies, les sources, les portes d'entrées thématiques, les supports et les formats, doivent être variés et adaptés. C'est un travail qui a commencé, mais qui se déroule de façon constante et sur le long terme.

Pour cela Ritimo mise d'abord sur la diversification de sa propre composition, sur le renouvellement des modes d'action et de coopération entre ses membres et sur l'accompagnement de ses membres et relais dans leur propre évolution. Il investit également beaucoup dans les alliances et les partenariats avec d'autres, au niveau de tous les territoires, y compris au niveau international.

II.1- Les évolutions stratégiques internes au réseau.

II.1.1- La diversification des membres et des contributeurs

Depuis la réforme menée entre 2005 (nouvelle charte) et 2008 (nouveaux statuts), Ritimo s'est donné collectivement les moyens d'intégrer des membres dont l'activité principale n'était pas le centre de documentation et dont la thématique centrale n'était pas la solidarité internationale. Parallèlement, la formule des relais Ritimo a permis de faire participer aux activités du réseau des acteurs non associatifs et des acteurs de droit non français.

Au regard des deux fonctions historiques des membres de Ritimo que sont les centres de documentation d'une part, et l'éducation au développement et à la solidarité internationale d'autre part, ces premiers éléments de changement ont produit des effets dans le réseau à deux niveaux :

- le développement d'une dynamique environnement - éducation au développement durable,

- la création d'un pôle important sur l'accompagnement de projets de solidarité internationale portés par des jeunes.

Ces deux aspects ont été amenés à la fois par l'accès au statut de membre de certains relais spécialisés dans l'une ou l'autre de ces activités, et par l'orientation renouvelée des activités d'associations membres depuis longtemps.

Les veilles documentaires internationales (Rinoceros), les dossiers dph et les échanges au sein de la Coredem ont renforcé le nombre et le niveau des contributeurs aux publications dont Ritimo a la charge (site Ritimo, Coredem, Passerelle) même si pour la plupart, ces acteurs sont plus des alliés extérieurs que des membres ou relais potentiels.

La construction du forum des médias libres, dans laquelle l'équipe Ritimo s'est fortement investie à partir de 2011, a également donné lieu à des relations avec des acteurs de l'information alternative dans le monde entier, qu'ils soient médias traditionnels (radio, télé, presse écrite), gestionnaires de sites de contenus, spécialistes universitaires des questions d'information et de communication, activistes des technologies. Certains de ces acteurs sont devenus contributeurs, par le biais de la reprise (et parfois de la traduction) d'articles sur le site Ritimo, via la revue Passerelle ou les dossiers dph.

Ce principe d'élargissement et de diversification de la composition et des contributeurs du réseau répond à la volonté stratégique de couvrir l'ensemble des entrées thématiques à tous les échelons territoriaux et de diversifier les approches de l'information. Il fera l'objet de démarche auprès d'organismes se préoccupant d'information dans les domaines de l'accès aux droits en Europe, de l'économie sociale et solidaire, de l'éducation populaire, de l'environnement, de la démocratie locale etc.

Cette diversification génère néanmoins des besoins à prendre en compte :

- renforcer les outils de l'horizontalité du réseau, de manière à toujours mieux connaître et valoriser les compétences propres des membres et des relais : appel à contribution et à compétences, co-construction des ordres du jour lors des rencontres plénières, mise en valeur des savoir faire dans les outils de communication interne et externe).
- trouver l'équilibre entre l'appui aux dynamiques collectives à l'intérieur du réseau (comme le renforcement des capacités des groupes de travail thématiques ou sectoriels) et l'appropriation de ce que produit le réseau dans son ensemble.
- questionner, pour les mettre à plat et les réformer si besoin, les différents modes de participation au réseau (membres, relais, contributeurs, partenaires). Baser ce questionnement d'abord sur les activités concrètes, les effets qu'elles produisent et les besoins qu'elles couvrent, avant de travailler les aspects de structure et de gouvernance.

II.1.2- Le renforcement des capacités des membres et relais dans les domaines clés de Ritimo : documentation ; accompagnement des acteurs de SI, notamment des jeunes porteurs de projet ; éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ; communication numérique ; interpellation des publics peu concernés...

La professionnalisation des activités dans les domaines ci-dessus (qu'elles soient conduites par des bénévoles ou des salariés) est l'un des rôles demandés à Ritimo par ses membres et relais. Cela passe par des outils de circulation des informations et des retours d'expériences, par des processus de formation ou de recherche action, par des processus de mutualisation et de partage du travail. Une immense expérience a été accumulée en la matière par les documentalistes du réseau, qui partagent outils et procédures depuis la fin des années 1980 (base de données commune, logiciel développé spécifiquement). Elle doit servir de guide méthodologique. D'autres secteurs ont également leurs espaces d'échanges et leurs outils partagés qui demandent à être renforcés.

Cette mise en capacité se base sur la participation des membres et des personnes dès l'origine des projets ou activités (conception des programmes, choix des sujets, partage de l'animation, échange d'expériences), sur leur appropriation des outils (notamment des outils techniques et logiciels libres), sur la plus-value apportée par la collaboration au sein du réseau (partage de tâches et de ressources). Cette participation est très exigeante, car elle demande un investissement pour les membres contributeurs et en temps d'animation. Le fonctionnement standard (commissions et réunions) reste nécessaire, mais doit intégrer des aménagements pour permettre la souplesse des contributions. Le modèle de travail collaboratif doit être pensé en prenant en compte ces contraintes.

Au-delà, l'apport du réseau doit faciliter les croisements entre les secteurs de manière à ce que chacun progresse au contact des autres. Ainsi par exemple, l'utilisation du jeu comme méthode pédagogique par les éducateurs, peut nourrir les références documentaires qu'utiliseront les universitaires, inspirer les webmestres, etc. Le décloisonnement et les passerelles ne doivent pas seulement être organisés entre les membres, ils doivent également l'être entre les secteurs d'activités et entre les thématiques.

II.1.3- L'accompagnement des membres et relais dans leur propre évolution face aux évolutions du contexte, notamment associatif

Cet accompagnement vise à développer une capacité de résilience face aux changements de contexte, mais aussi questionner le modèle associatif français de loi 1901, ses évolutions possibles, son adaptation à Ritimo et à ses membres. La question des énergies que les membres sont en mesure de mettre « gratuitement » en œuvre au service du collectif sans que cela remette en cause leur propre capacité d'action est un élément clé de cet accompagnement. Cela oblige à prendre en compte les contradictions internes comme : salariés vs bénévoles, local vs national, activités lucratives vs activités centrées sur l'objet associatif. Les points clés sont les suivants :

- étudier les possibilités de faire évoluer autant que nécessaire les projets associatifs des membres et celui de Ritimo (projet politique, opérationnel et/ou structurel), de manière à faire progresser l'objet associatif malgré les circonstances, les habitudes ou les risques.

- défendre le volet citoyen de l'action associative au sein des espaces qui portent ce sujet (comme le Collectif des associations citoyennes ou le CRID) de manière à ce que les associations ne soient pas circonscrites à un rôle de service public low-cost ou de prestataire privé moins-disant.

- construire une capacité de réaction par rapport aux difficultés du contexte, en créant encore d'autres outils de solidarité, de partage du travail et de ressources (au sein de Ritimo entre membres et relais). Rendre ces outils reproductibles au niveau local, comme support de réseaux d'entraide entre associations d'une ville ou d'une région, adapter à l'échelle nationale des recettes déjà expérimentées localement.

- accompagner la montée en compétences des salariés et leur participation à l'orientation de la structure tout en permettant au militantisme et à toutes les formes de bénévolat, de s'exprimer, de se réaliser dans le projet associatif et de participer à la dynamique de la structure. L'enjeu est de dépasser la contradiction véhiculée par la notion de gestion désintéressée des associations et de trouver l'équilibre qui permette une véritable cogestion du projet.

Beaucoup des activités de Ritimo sont déjà placées sous le principe de l'entraide et du partage, mais elles ont été conçues en phase de progression et non en phase de déclin / temps de crise.

Pour autant, raisonner uniquement sur un axe de résilience-résistance serait une erreur. L'enjeu est surtout de trouver le bon positionnement pour qu'un réseau comme Ritimo dynamise les projets de ses membres dans une phase d'évolution majeure, voire de révolution, du fait associatif et des formes de mobilisation citoyenne.

II.2- Les évolutions stratégiques en direction des alliés et partenaires :

II.2.1- L'appui au partage d'informations au service d'une expertise citoyenne

La Coredem est un projet collectif que Ritimo anime au service de 30 organisations (associations, chercheurs, syndicats, journalistes, mouvements sociaux, organes institutionnels) qui partagent des ressources documentaires via le moteur de recherche *scrutari* et un "site vitrine" de mise en commun des connaissances. La collection Passerelle est réalisée dans ce cadre, pour valoriser des productions éditoriales des participants à la Coredem et d'autres organisations. Chaque numéro de la collection permet de mettre en valeur des idées et des propositions innovantes, par un processus d'agrégation de contributions d'auteurs différents autour d'une problématique cohérente. Chaque parution d'un numéro est accompagnée d'une présentation publique et d'une mise en débat de la problématique.

DPH est un dispositif d'appui à la rédaction de dossiers thématiques. Il permet à des structures issues de la société civile disposant d'une expérience et souvent d'une expertise, de capitaliser leurs expériences, leurs connaissances et leurs analyses et de les publier sur leur site lorsqu'elles en disposent, et par l'intermédiaire du site Ritimo. Les dossiers DPH, en plus d'approfondir les connaissances disponibles sur certaines thématiques, sont parfois l'opportunité de lancer de nouveaux débats qui peuvent amener à alimenter un numéro de la Collection Passerelle.

Cette dynamique d'ensemble, soutenue par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme depuis le début, joue plusieurs rôles qui concourent ou enrichissent l'objet associatif de Ritimo :

- un appui éditorial et rédactionnel qui permet de rendre compte d'expertises (expériences ou analyses) mal connues ou peu diffusées, alors qu'elles sont intéressantes, opérantes, réutilisables par d'autres,
- la mise en relation d'experts et d'expertises : par le moteur de recherche *scrutari* et le site de la Coredem, par le site Ritimo, par la collection Passerelle,
- le développement d'échanges de contenus éditoriaux par l'intermédiaire d'outils de circulation de l'information, ce qui permet d'avancer dans la concrétisation de l'idée que l'information est un bien commun.

Cette valorisation d'une expertise issue de la société civile est au service de la création d'une mémoire vivante d'analyses et de savoir-faire collectifs et citoyens qui pourraient se perdre sans cela. Mais cette valorisation est aussi au service de la dissémination de ces idées et alternatives.

Les directions principales dans lesquelles le projet devrait être développé sont :

* Renforcer la dynamique d'échange, non pas par la structuration ou la plus grande formalisation de la Coredem, mais par le renforcement des activités et de ce qu'elles apportent à chacun. Ainsi :

- trouver les moyens d'une plus grande valorisation et d'une meilleure diffusion des contributions, qui soient complémentaires à la Collection Passerelle, qui incitent à produire et à partager les articles,
- renforcer les traductions et accueillir de nouvelles langues,
- inciter les membres de la Coredem à utiliser les outils d'appropriation des TIC développés dans le cadre de e-change (voir ci-dessous) et faire en sorte qu'ils participent aux formations. A terme, la Coredem aura la plate-forme e-change comme unique support de partage d'outils technologiques.

* Trouver le meilleur positionnement, pour le dynamisme de la Coredem, entre un panel de services animé par Ritimo et un réseau de pairs avec une gouvernance partagée.

* Intégrer de manière plus approfondie la dynamique et les outils de la Coredem au projet de Ritimo dans le quotidien de ses membres et relais (diffusion et valorisation, recherche de contributeurs parmi les membres et les relais...).

II.2.2- Une plate-forme pour l'appropriation technologique des outils de communication numériques

A travers l'organisation de formations, de rencontres et le développement d'outils numériques basés sur le logiciel libre et l'open source, la plate-forme e-change a permis à de nombreuses personnes et structures d'approcher les techniques et les outils de communication. Elle a été le support de mise à disposition de synthèses de formations et de distribution du logiciel spip dans une version e-change adaptée au secteur associatif. En répondant à des besoins concrets (en formation et en logiciel), la plate-forme e-change incite également à discuter des questions de société plus larges, que sont par exemple la gouvernance d'Internet, la circulation des données, l'appropriation technologique pour les petites structures et associations.

Ce faisant, le projet a également provoqué des occasions de dialoguer entre des acteurs du logiciel libre d'une part (développeurs et « hacktivistes »), et acteurs du milieu associatif et de l'éducation populaire d'autre part. Cette rencontre a trouvé des prolongements intéressants lors du Forum mondial des médias libres. Elle pourrait être très féconde, à la fois pour les acteurs de l'Internet libre et citoyen (qui trouveraient ainsi des applications concrètes à leurs savoir-faire techniques et à leur éthique) et pour les mouvements associatifs, lanceurs d'alertes et promoteurs d'alternatives (qui disposeraient d'outils libres et plus adaptés à leur quotidien).

A l'instar de la Coredem, la plate-forme e-change est d'abord valable parce que directement utile aux personnes et organismes qui participent à ses activités. Le projet va continuer à se développer à travers l'organisation de rencontres-débats et de formations d'une part, par la mise à disposition d'outils et de tutoriels sur le site de la plate-forme d'autre part.

Ainsi, dans l'immédiat, Ritimo va intégrer les résultats d'une recherche action menée par le CCFD-Terre Solidaire à laquelle il participe, sur le sujet *Web et l'Education au développement et à la solidarité internationale*. Dans le domaine du développement de logiciels l'alimentation du site sera poursuivie (exemple adaptation de Crabgrass en français, plug-in pour la distribution spip). Enfin, Ritimo participera à la mise en place, avec l'April (Association pour la promotion et la recherche en informatique libre) et la FPH, du prix du logiciel libre que la plate-forme pourra valoriser.

Les premières années de ce projet ont créé un certain nombre de besoins, à la suite des formations, en terme de services et d'accompagnement (élaboration de site, développement et aménagement de logiciel...). Ritimo devra calibrer les services rendus par la plate-forme en fonction des demandes et de ses propres capacités à mettre en œuvre les réponses.

A moyen terme, le site e-change peut devenir un site référent, à la fois pour des acteurs qui viendraient chercher des réponses à des besoins techniques concrets et pour des contributeurs qui viendraient proposer des sujets, idées et logiciels. Cette mise en relation de besoins et de compétences pourrait être une fonction majeure de la plate-forme à l'avenir.

II.2.3- Les collectifs inter associatifs et de mobilisation citoyenne sur la solidarité internationale en France, à tous les échelons territoriaux.

Ritimo participe à de nombreux espaces de concertation et à la plupart des dynamiques collectives d'information et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au niveau national : au sein du CRID, de Coordination Sud, d'Educasol et de plate-formes thématiques ou géographiques (Palestine, Alimenterre, Ethique sur l'étiquette, Altermondes...). Ritimo est actif et parfois moteur dans les activités de ces espaces, comme par exemple pour la campagne Une seule planète ou l'université d'été du CRID.

De nombreux membres de Ritimo sont également des collectifs associatifs au niveau local et régional et portent fortement certaines activités comme la Semaine de la solidarité internationale.

Dans ces espaces, l'apport de Ritimo est souvent technique : information, documentation, méthodologie éducative, formation... Il est aussi « culturel », dans le sens où les membres de Ritimo mettent en avant le partage du travail et l'ouverture des espaces collectifs, plutôt que la concurrence entre les associations. La dimension

éthique et politique des outils utilisés – en particulier le logiciel libre – pourra être développée dans ce cadre.

Les espaces dans lesquels Ritimo est investi sont historiquement axés sur les mobilisations citoyennes en faveur de la solidarité internationale et sont composés d'ONG, d'animateurs, d'éducateurs, de porteurs de projets de solidarité. Les dimensions droits de l'Homme, migrations, environnement, développement durable et transition, citoyenneté sont de plus en plus présentes dans ces espaces collectifs, mais ils restent encore à les décloisonner pour que toutes les dimensions s'intègrent.

L'autre contribution de Ritimo dans ces espaces qu'il faut encore développer, est d'aider à la prise de conscience que la question de l'information - de sa circulation, de son accessibilité et de sa critique - constitue un enjeu fondamental. Elle est nécessaire pour la perception juste des situations, la prise de conscience de la dimension internationale de la crise systémique, la résolution non violente et non coercitive des conflits, et enfin, pour la connaissance des alternatives et des expérimentations qui sont menées partout dans le monde et qui peuvent éclairer et nourrir l'engagement citoyen.

II.2.4- Le Forum Mondial des Médias Libres

Ce FMML est le fruit de plusieurs années de dialogue et de coordination entre Ritimo et différentes organisations de divers pays, sur plusieurs continents. C'est une construction de partenariats, initiée en 2009 lors du Forum social mondial de Belém, qui permet d'échanger sur les thématiques du partage d'informations et de connaissances, de la gouvernance d'Internet, de la défense de la liberté d'expression, du droit à la communication. La quatrième édition du Forum s'est déroulée en mars 2015 à Tunis et a donné lieu à l'adoption de la Charte mondiale des médias libres, qui est l'aboutissement d'un processus d'écriture collective très intéressant.

A partir de cette base, Ritimo va travailler à populariser la charte et les idées qu'elle contient auprès des organisations qui sont liées aux thèmes de l'information et du numérique avec lesquelles il est en lien en France, en Europe et partout dans le monde. Il utilisera la charte comme un outil de prise de conscience du rôle de l'information par les acteurs de solidarité internationale.

Le réseau à la base de ce Forum poursuivra ses activités d'échange durant l'année, de formation durant les FSM et de construction d'outils concrets à mutualiser. Ritimo doit également travailler à une meilleure connexion des membres de ce réseau mondial avec les autres outils et espaces dont il a la charge.

III- Des sujets à explorer et à approfondir

Au regard des évolutions de contexte et des options stratégiques déjà impulsées, un certain nombre de sujets mériteraient d'être explorés – s'ils sont nouveaux – ou approfondis – s'ils sont embryonnaires – dans le réseau Ritimo.

III.1 - Traiter la question de l'information (ses supports et ses outils) comme un enjeu d'éducation, de justice et de démocratie

L'information n'est pas un produit mais un matériau constitutif de la citoyenneté. Depuis 5-6 ans maintenant, l'équipe Ritimo aborde la question de l'information non plus seulement comme l'activité principale du réseau, mais également comme un enjeu de solidarité internationale, de justice et de démocratie. Ritimo œuvre entre autres au sein du FMML pour que la production et l'utilisation de l'information fassent partie des outils de base du citoyen solidaire et responsable. La charte mondiale des médias libres, co-élaborée depuis le Forum social mondial 2013, et adoptée à Tunis, le 28 mars 2015, est désormais un outil auquel le réseau fait référence dans ses actions et ses formations.

Cette nouvelle approche – une version Ritimo de l'éducation aux médias et à l'information ? – reste à développer au sein du réseau et devant le public. La première déclinaison concrète en sera la publication fin 2015 d'un guide sur le sujet, dans la série des guides Ritimo.

III.2- Questionner la solidarité internationale, ses acteurs et ses actions

Depuis une trentaine d'années, les domaines abordés et relayés par les associations de solidarité internationale (ASI) ont évolué pour prendre de plus en plus en compte la revendication des droits, apporter un appui aux luttes sociales, et intégrer les questions environnementales. Les ASI sont dans le même temps devenues des acteurs importants dans les négociations internationales, représentatifs de la société civile. Pour autant, on peut s'interroger sur leur capacité à apporter des réponses aux exigences de la transition et du changement de paradigme du développement, à éveiller la conscience et l'engagement citoyens, et à se situer par rapport aux tentations de repli et aux dénis de justice et d'égalité.

Parallèlement, de nouveaux acteurs se positionnent, dont l'emprise sur le secteur devient de plus en plus prégnant :

- Les Bingos ((Business and Industry Non Governmental Organisations)) qui se revendiquent de la solidarité internationale, alors qu'elles sont en réalité des représentants d'intérêts particuliers dont le caractère non lucratif des actions n'est pas entièrement assuré, et qui ont par ailleurs un rôle important de lobbying pour les grandes industries lors des rencontres internationales (comme lors des COP, par exemple).
- Les acteurs du secteur privé (entrepreneuriat social, green business) qui souhaitent « proposer des modèles qui concilient impératifs financiers et impacts sociaux et environnementaux », et dont l'irruption questionne à la fois sur les rôles respectifs des pouvoirs publics, des acteurs sociaux et des acteurs économiques privés, sur les risques de social et de green washing, et enfin sur des méthodes d'action et d'évaluation difficilement compatibles avec la gouvernance et les moyens du secteur associatif.
- Les grandes fondations et les entreprises mécènes qui tendent à se substituer aux pouvoirs publics dans le financement des actions de solidarité internationale et qui deviennent ainsi de forts prescripteurs de politiques publiques ou de projets d'intérêt général. Dans la période, leur attachement à la notion de propriété privée, leur utilisation à outrance des outils financiers, leur conception

pyramidale et productiviste de la société, sont des freins à la mise en place de modèles transitionnels et de systèmes alternatifs.

Ritimo peut participer à mener la réflexion dans le milieu des associations de solidarité internationale sur les questions de transition, de changement de modèle de développement et de conscientisation des publics, et il incombe également au réseau d'apporter des éléments de compréhension, de fournir des clés pour décrypter les enjeux liés à l'emprise grandissante des acteurs privés et de leurs méthodes sur le secteur de la solidarité Internationale. Notre mission d'information et de veille doit contribuer à maintenir les valeurs fondamentales qui animent les acteurs de la société civile : lutte contre une vision libérale de la mondialisation productrice d'inégalités, de pauvreté, de conflits et de destruction, combat contre la marchandisation des hommes et de la planète, revendication de la satisfaction des besoins humains fondamentaux et nécessité de changer le paradigme du développement.

III.3- Développer la dimension internationale de la participation à Ritimo

Il n'est pas facile de chercher UNE dimension internationale de RITIMO, sans doute même n'est-ce pas souhaitable. Au sein du réseau on relève déjà plusieurs dispositifs qui ont cette dimension : COREDEM, DPH, FMML. Mais des actions à dimension internationale sont aussi menées par certains membres et relais du réseau sur un mode plus ponctuel. Peut-être devrions nous donner plus de visibilité à ces formes de solidarité. Enfin il y a les relais « hors France », qui peuvent apporter beaucoup à la dimension pluri-culturelle de RITIMO.

Notre réseau ne peut pas devenir une organisation internationale, mais peut légitimement prendre place dans une constellation d'acteurs multiculturels librement associés autour des mêmes missions et objectifs essentiels. Intégrer la langue arabe dans les facettes multiculturelles de RITIMO et trouver des partenaires dans cette vaste aire culturelle aux portes de l'Europe, semble une priorité au regard de l'actualité.

D'autre part, face à une information majoritairement centrée et issue des pays "riches" (plus ou moins les pays de l'OCDE), l'originalité de Ritimo doit être de continuer à diffuser des informations issues des autres pays, en particulier des "BRICS" (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). La veille sur de multiples sites de ces pays et la traduction d'articles est donc une des tâches de Ritimo à poursuivre et élargir.

III.4- S'approprier les logiciels libres et en favoriser la diffusion !

La liberté d'informer passe aussi par des outils pour produire cette information, qui devraient rester dans le domaine public. Or, ils dépendent actuellement de licences propriétaires que des grands groupes utilisent pour dégager du profit au détriment des utilisateurs et pour imposer des règles qui réduisent les libertés et peuvent même porter atteinte à la démocratie.

Au delà de la plateforme Spip / E-change et Pmb il s'agit pour RITIMO de poursuivre et développer le processus d'appropriation des logiciels libres.

Cela passe par :

- L'accompagnement des membres du réseau qui se traduit notamment par un appui personnalisé et la mise en œuvre de formations.
- Un renforcement du lien avec les acteurs du libre dans le but de développer la diffusion d'informations visant à faciliter et encourager l'usage des logiciels libres.
- L'appui à la production de logiciels libres adaptés aux fonctions et besoins du réseau.

III.5- Collecter, capitaliser, thésauriser c'est bien, faire en sorte que ça circule, et que ce soit utile, c'est mieux...

Le catalogue commun des ouvrages, articles, documents et outils, alimenté par les membres et accessible en ligne est un trésor de persévérance et de compétences partagées. Les multiples dossiers (par thème et par pays), les « zooms d'actualité », la veille documentaire multilingue, le bulletin électronique « Ritimo infos » forment aussi la richesse de l'offre du réseau.

Mais il s'avère que ces ressources sont peu utilisées au regard de leur potentiel. L'articulation entre le site de Ritimo et les sites des membres devra s'inventer de manière plus féconde. L'architecture du site de Ritimo devra évoluer encore pour donner rapidement différents niveaux de réponse. La présence sur les réseaux sociaux est également à cultiver, ainsi que leur utilisation pour élargir nos liens avec les multiples acteurs de la solidarité internationale et de l'information alternative. Il serait souhaitable de ne pas s'engager sur ce terrain dans les systèmes privés dominants (particulièrement Facebook) et de contribuer à promouvoir les réseaux sociaux associatifs décentralisés et déconcentrés, fonctionnant avec des logiciels libres, imperméables aux messages publicitaires, dont les données ne sont pas privatisées et commercialisées par les propriétaires, et qui sont promoteurs d'un internet libre, éthique et solidaire.

III.6- Sommes-nous capables de communiquer ?

L'enjeu de la communication pour Ritimo passe à la fois par un travail de vulgarisation sur le contexte des pays et sur la compréhension des grandes thématiques ou enjeux internationaux par un public plus large. Il s'agit aussi de rechercher une mise en avant des groupes sociaux oubliés et de montrer l'actualité internationale dans toute sa diversité. L'idée est de s'inscrire en rupture avec l'information standardisée et trop souvent simpliste que véhiculent les principaux médias dominants. Au regard de ces objectifs, comment simplifier les messages sans perdre en sens, comment adapter notre niveau de langage, comment faire la chasse à la partie jargonneuse ou péremptoire de nos messages ? Comment adapter nos réponses pour chacun des publics que nous visons ?

Développer notre capacité à communiquer pour être entendus sans toutefois tomber dans le piège d'une trop grande simplification fait partie des défis auxquels notre réseau devra répondre.

Par ailleurs, en terme de moyens, cet enjeu se traduit également pour Ritimo par l'appropriation et l'amélioration de la maîtrise des techniques de communication que nous entendons mettre au service de cette compréhension de la complexité du monde.

III.7- Continuer la réflexion autour de l'approche par métiers dans Ritimo (documentaliste, animateur, éducateur) et de ce qui fait un tout : la notion de médiation de l'information

Aux débuts de l'activité du Ritimo, les fonctions de documentaliste, d'animateur et d'éducateur étaient bien distinctes. Avec l'évolution des outils et des publics, des passerelles se sont créées entre ces missions. Il n'est plus possible, même si les métiers continuent d'exister, de ne pas tenir compte de l'intégration des activités et de la nécessité de mobiliser presque à chaque fois l'ensemble des moyens d'appréhender une situation ou d'aborder un sujet. Les métiers dans Ritimo sont donc en voie de devenir des métiers de médiateurs de l'information avec des démarches et des approches propres, non seulement aux compétences mais surtout aux outils et

aux publics privilégiés ou choisis. La richesse engendrée est énorme et correspond à la tradition de mutualisation de notre réseau.

III.8- Assumer notre pédagogie de l'humour et du décentrage

Un des succès des guides Ritimo est sans doute l'humour de leurs dessins et le caractère décalé de leur ton. C'est une marque de fabrique du réseau mais qu'il cultive peu, voire qu'il n'assume pas... ! Pourtant, dédramatiser des remises en questions fondamentales et apporter un regard décalé sont des démarches à explorer et à approfondir, tant au niveau de nos productions que dans notre travail d'éducation et de formation. En effet, l'humour a des impacts non négligeables qu'il faut approfondir et apprendre à utiliser : Il facilite l'apprentissage, soulage les tensions, aplanit les difficultés et peut s'avérer un excellent fédérateur. D'autre part, il attire l'attention et peut participer à notre réflexion sur nos méthodes de communication.

III.9- Comment accompagner l'écrit et intégrer la communication graphique, ou audiovisuelle ?

Au-delà des espaces de documentation de nos locaux, nos sites Internet sont des livres (ou des magazines) en ligne. Or, l'écrit a ses limites, et son hégémonie est fortement remise en cause par les outils de communication actuels de plus en plus visuels. Nous devons tenir compte de ces évolutions décisives pour les années à venir, et amplifier notre travail pour intégrer d'autres supports de communication, en complémentarité avec les documents écrits : images, dessins, vidéo, son, etc.